

PROGRAMME ASIE

LE POUVOIR CHINOIS FACE À DE NOUVEAUX DÉFIS

PAR Emmanuel LINCOT

PROFESSEUR À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

ET SINOLOGUE

JUIN 2017

ASIA FOCUS #34



Rivalités sino-américaines que tente de contourner Pékin par le déploiement d'une politique ambitieuse et contestée - « Les Routes de la soie ». Cette dernière constitue peut-être non seulement une réponse stratégique aux États-Unis mais aussi l'une des solutions possibles qui s'impose avec les nouveaux changements de paradigme économique, dans le domaine du numérique notamment. S'ajoute à ces questions structurelles le défi terroriste auquel la Chine va être davantage confrontée. Autant de problématiques essentielles dont l'équipe au pouvoir, depuis 2012, devra tenir compte à la veille du XIX^e Congrès du Parti communiste. À moins qu'il ne soit déjà trop tard et que le régime ne se trouve définitivement entravé par des risques de sclérose et la tentation d'une rhétorique nationaliste, conservatrice et revancharde. Nous verrons qu'elle est en tout cas une alternative à une certaine forme de pensée occidentale.

LA RIVALITÉ AVEC WASHINGTON

Tout comme Pékin continuera à souffrir de l'inconfort de la puissance américaine à ses portes – une occurrence qui, au passage, a rapproché Pékin de Moscou –, marquée par ce qu'elle considère comme une intrusion visant à imposer le modèle politique et culturel américain et à encadrer la montée en puissance de la Chine, Washington ne cessera pas de dénoncer le *dumping* commercial chinois. Cette configuration stratégique nous renvoie aussi à des différends de nature mémorielle et culturelle. Alors que Washington et ses alliés asiatiques s'appuient sur la prévalence du droit international comme moyen d'apurer les contentieux insulaires qui les opposent à la puissance chinoise en mer de Chine, Pékin fait valoir les droits historiques de la Chine auxquels elle n'a jamais fondamentalement renoncé depuis l'ère impériale. Ce défi posé par le magistère chinois inquiète à la fois Tokyo et Washington. L'administration américaine tentera de toute évidence d'y pallier par la livraison d'armes à Taïwan, toujours placée sous la protection du Taïwan Relations Act, en vigueur depuis 1979. Le risque étant que Pékin y réponde par le choix de donner une priorité absolue à la survie du régime de Pyongyang en favorisant, par consentement tacite, la nucléarisation militaire définitive de la Corée du Nord. À moins que Moscou ne s'en charge lui-même. Ce scénario devient, semaines après semaines, des plus probables.

Le déploiement du système THAAD pourrait, en effet, conforter Pékin et son allié dans cette optique. La Chine entrerait dès lors en contradiction avec le principe de non-prolifération entré en vigueur en 1970. Pour l'heure, la terreur nucléaire et le poids des interdépendances économiques poussent Washington et Pékin au dialogue. Et Rex Tillerson, secrétaire d'État des États-Unis - lors de sa rencontre, le 18 mars 2017, avec le président chinois Xi Jinping - a délibérément joué la carte de l'apaisement. Son assaut d'amabilités présentait un surprenant contraste avec l'agressivité antichinoise affichée par Donald Trump et son équipe durant la campagne présidentielle. Jamais depuis, la

Maison blanche n'avait manifesté un tel empressement dans son souhait d'inviter au plus tôt le chef de l'État chinois. Cette brusque embellie dans la relation bilatérale ne doit pas faire oublier toutefois qu'il serait illusoire de croire à un réchauffement des relations entre Washington et Pékin, non plus qu'entre les capitales américaine et russe. La preuve, au moment même où le président Xi Jinping échangeait, le 6 avril 2017 en Floride, avec Donald Trump, ce dernier donnait l'ordre de pilonner une base militaire du syrien Bachar al-Assad.

Avertissement s'il en est, adressé à quiconque devrait le comprendre ainsi : les États-Unis sont encore maîtres du jeu et peuvent frapper n'importe lequel de leurs adversaires ou leurs alliés. Ces relations ne sont pas à l'abri d'un dérapage militaire sur fond de nationalisme exacerbé. Jamais l'histoire de cette partie du monde ne s'est apparentée d'une manière aussi troublante à celle de l'Europe en... 1913. Les tensions dans la région ne cessent de s'accroître à un point tel que la Chine est désormais imitée par d'autres pays d'Asie. L'Inde notamment qui affiche le 6^e budget mondial, quoique équivalent à seulement un tiers de celui de son voisin et rival, le Japon (7^e). Rappelons que les dépenses militaires de cette région, qui concentre, il est vrai, les deux tiers de l'humanité, dépassent depuis 2012 celles de l'Europe. Elles augmentent de 5-6 % par an depuis lors. Si l'argent est le moteur de la guerre, l'entraînement, la doctrine d'engagement, la coordination entre unités et surtout l'expérience jouent un rôle essentiel. Par exemple, si la Chine est sur le papier la deuxième puissance militaire de la planète, le dernier de ses soldats à avoir « vu le feu », en 1979, contre le Vietnam, est parti à la retraite depuis des années. Le degré de performance de l'armée chinoise aujourd'hui demeure donc la grande inconnue.

Toutefois, grâce à l'émergence d'une recherche militaire domestique, les Chinois disposent dans certains domaines, notamment dans l'aviation, de capacités presque à parité avec celles des Occidentaux. La Chine a notamment mis au point un avion de combat, le J-20, un missile à courte portée, le PL10, et un missile air-air unique au monde par sa portée (300 kilomètres). Ainsi, nous pouvons estimer que la domination occidentale dans les technologies militaires ne doit plus être tenue pour acquise en raison de l'exportation par Pékin d'armes sophistiquées, qui pourraient donc être utilisées par un grand nombre d'ennemis des armées occidentales. Un véritable équilibre par la terreur tend donc à s'installer dans la région. Par ailleurs, tout porte à croire que l'abandon annoncé par Donald Trump du Traité Transpacifique (TPP) n'aura aucune conséquence quant à un très hypothétique retrait stratégique des États-Unis dans la région. Le nouveau secrétaire d'État à la Défense, James Mattis, a en effet assuré la Corée du Sud et le Japon de la protection américaine. En revanche, cette protection semble rejetée plus au sud par les Philippines de Rodrigo Duterte, offrant ainsi une ouverture non négligeable pour les intérêts chinois et les « Routes » (maritimes) dites « de la soie ».

LES « ROUTES DE LA SOIE » EN QUESTION

Les variantes terrestres de ces routes transitant via l'Asie centrale en vue de relier la Chine à l'Union européenne – son premier partenaire commercial – deviennent l'alternative privilégiée aux mesures protectionnistes américaines. S'adressant à la Maison blanche, un des faucons de l'Armée populaire de libération, le général en retraite Luo Yan, écrivait il y a quelques MOIs sur son blog : « Votre slogan est *'America first'*, le nôtre renvoie au destin commun des hommes ; vous fermez votre pays, nos projets des nouvelles routes de la soie sont ouverts à tous ». Si l'on est en droit de douter des seules intentions humanistes de la Chine, il paraît clair que Pékin cherche par ce biais à affirmer une influence plus grande de par le monde. Elle finance, on le sait, au Pakistan comme en Égypte ou en Afrique subsaharienne, nombre de projets d'infrastructures très ambitieux.

Toutefois, loin d'amener ses partenaires dans un état de dépendance, la Chine prend le risque majeur de ne pas se voir remboursée. Dans une interview récente accordée au *Monde*, le politologue Pei Minxin affirmait : « Si vous prêtez à des pays pauvres qui ne peuvent rembourser, vous serez perdant. Vous connaissez le proverbe du banquier : 'Si je vous prête un dollar, vous me le devez. Si je vous dois un million de dollars, c'est moi qui vous possède'. Il n'y a pas d'exemples dans l'histoire de pays créanciers prenant le contrôle militaire ou politique de pays débiteurs »¹. De toute évidence, le bien-fondé de cette politique entreprise par la Chine depuis plusieurs années fait aujourd'hui débat et sera aussi l'un des sujets incontournables abordés, à l'automne prochain ; lors du XIX^e Congrès du Parti communiste chinois. Au reste, les défis posés à l'économie chinoise sont considérables en ce qu'ils restent largement subordonnés à des questions démographiques mais aussi conjoncturelles.

Ainsi, on pourra s'étonner, des déclarations du président Xi Jinping, chef d'État d'un pays encore communiste, faisant, en janvier 2017, l'apologie de l'économie libérale dans son discours prononcé à Davos. Une chose est certaine, Davos a été le théâtre d'une spectaculaire redistribution des cartes et des rôles. Plus un seul problème ne peut être désormais résolu sans la Chine. La performance du président chinois s'inscrivait aussi dans un contexte de profonde mutation des forces qui ont conduit à la globalisation. Le premier paradigme dont nous avons été les témoins (désindustrialisations, délocalisation...) depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS est en train de disparaître au profit d'un accroissement des échanges dans le domaine des données

¹Pei Minxin, *La campagne anticorruption de Xi Jinping ne fait que gratter que la surface du problème*, *Le Monde*, 17/02/2017 : http://www.lemonde.fr/international/article/2017/02/17/minxin-pei-la-campagne-anticorruption-de-xi-ne-fait-que-gratter-la-surface-du-probleme_5081279_3210.html

numérisées. Le flot de ces données a été multiplié par 20 entre 2008 et 2016. La plupart de nos échanges se feront désormais par le truchement des nouvelles technologies.

Elles permettront de transmettre instantanément, d'un point à l'autre du globe, une masse de données toujours plus lourde que l'on sera en mesure de reproduire par des impressions 3D et ce, sur une vaste échelle. En d'autres mots, le temps et l'usage de porte-conteneurs pour des biens fabriqués dans des pays émergents est d'ores et déjà révolu. Si Xi Jinping est en faveur d'une ouverture des frontières, il n'est pas pour autant le libéral que l'on croit. Les débouchés qu'offrent encore les pays émergents, en termes d'infrastructures mais aussi l'achat des très hautes technologies digitales auprès de l'Occident sont des priorités vitales pour une économie chinoise en pleine restructuration. Socialement, les conséquences de ces transformations donnent lieu non pas au renforcement du clivage - né de la première révolution industrielle - entre patronat et prolétariat mais bien à l'émergence d'un « précarariat » universel, dont l'« ubérisation » est l'une des expressions les plus visibles.

Xi Jinping est conscient que la révolution numérique peut aussi faire le lit du populisme et de la colère populaire. Le Brexit en est une illustration. L'élection de Donald Trump en est la confirmation. « La démocratie, sans le savoir, travaille contre elle-même »... Prononçant son discours, Xi Jinping avait-il en tête cette assertion fameuse d'Alexis de Tocqueville ? Nul ne saurait le dire. Toutefois, il semble évident que le président chinois s'est dit prêt, pour qui voulait bien l'entendre, à croiser le fer avec les Américains et à dénoncer un modèle de gouvernance qui non seulement lui paraît obsolète mais qui est devenu profondément dangereux. Assumer une telle posture en Europe même a également valeur de symbole. La dégradation des relations entre Washington et Pékin pourrait favoriser les intérêts européens si Bruxelles saisit à temps les opportunités que lui ouvriront les nouveaux marchés chinois créés par l'économie digitale². Toutefois, les obstacles restent considérables. Même si la Chine demeure un extraordinaire laboratoire d'innovations et d'expérimentations à la fois culturelles et technologiques, la nature profondément autoritaire de son régime peut s'avérer être à terme un lourd handicap pour son avenir.

LA MENACE TERRORISTE

D'autant qu'elle va être confrontée à des défis qui entravent sa marge de manœuvre dans la partie occidentale de son espace vital, l'Asie centrale, et au-delà le Moyen-Orient, que gangrènent Daech et ses hommes. Fait significatif : le 9 décembre 2015, Al Hayat Media Center - l'organe de communication en langue étrangère de Daech - a publié pour

²David Baverez, *Une route de la soie digitale pour l'Europe ? L'Opinion*, 04/01/2017 : <http://www.lopinion.fr/edition/international/david-baverez-route-soie-digitale-l-europe-117480>

la première fois un chant en mandarin, baptisé « *Mujahid* », appelant les musulmans chinois à « prendre les armes pour se battre ». De toute évidence, l'État islamique (EI) cherche ainsi à recruter des combattants en Chine. Il espère cibler les minorités ouïghour et hui du pays. Toutefois, l'organisation terroriste n'en est pas à sa première provocation. Alors que Pékin avait récemment promis de lutter contre l'EI après l'assassinat de quatre de ses ressortissants (trois au Mali, un au Moyen-Orient), les autorités du Califat ont reconnu Taïwan, le 26 novembre dernier, comme une nation souveraine. Daech étend ainsi sa stratégie de déstabilisation tous azimuts et cherche à multiplier des foyers de tensions. Si les autorités chinoises ont fermement réagi contre l'assassinat de ses ressortissants, et reconnu par là-même l'état de gravité que représente la menace d'une islamisation radicale, elles ne sont pas enclines - au contraire de leurs alliés russes - à intervenir dans les zones de conflits. Simple pragmatisme posant moins un diagnostic de nature idéologique qu'opérationnel. Car le terrorisme international, par définition, ne cesse de se déplacer. Il s'agit d'un problème fluide.

Aussi, la diplomatie chinoise est beaucoup plus prompte à opter pour des choix d'engagements politiques radicaux qu'à une forme de « passivité active »³, comme le souligne Yitzhak Shichor, l'un des grands spécialistes des relations que Pékin entretient avec le monde arabe. Cette région étant proche de l'Asie centrale avec laquelle, et par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) créée en 2001, la Chine collabore dans le domaine sécuritaire, elle risque d'être à son tour contaminée. Des mouvements très actifs liés au terrorisme international, comme l'East Turkestan Islamic Movement (ETIM), peuvent effectivement embraser la région autonome chinoise et musulmane du Xinjiang. Sur les 4000 combattants d'origine centrasiatiques, 300 Ouïghours en provenance de Chine auraient rallié des organisations terroristes proches de Daech.

En réalité, la confrontation de la Chine à cette crise provoquée par les terroristes n'en est qu'à ses prémices. L'EI n'est en rien un phénomène provisoire. Ses combattants constituent clairement un mouvement de vrais révolutionnaires non seulement anticolonialistes mais encore anti-impérialistes et anticapitalistes. La jeunesse du monde entier peut se donner l'illusion d'y trouver son salut. Ce n'est donc pas seulement la prolifération d'un mouvement djihadiste qui se déroule sous nos yeux mais bien l'une des grandes utopies de notre siècle et qui est appelée à durer. La Chine est directement confrontée à ce problème avec l'Afghanistan et le Pakistan voisins, zones d'instabilité chronique ayant déjà formées plusieurs générations de partisans. Plus grave encore, l'Asie du Sud-Est, et plus particulièrement les régions indo-malaises, sont directement impactées par la radicalisation d'un islam combattif, qui pourrait à terme menacer les projets de « Routes à la soie » qu'appellent de leurs vœux les autorités chinoises. Sauf si,

³ « *Chine, crise syrienne et relations Chine / Moyen-Orient* », Asia Centre, 23 novembre 2015

comme semble vouloir le plaider une partie de l'élite chinoise, l'État-parti assume clairement ses positions en faveur d'une révolution conservatrice et l'imposition d'un ordre autoritaire.

LE CHOIX D'UNE RÉVOLUTION CONSERVATRICE

Un terme est à la mode pour désigner les pays de dictature où, sous la pression d'une classe moyenne éduquée, quelques mesures démocratiques seraient concédées par le pouvoir. Ce mot est celui de « démocrature ». Pouvoir du peuple ou pouvoir *sur* le peuple, ce néologisme pointe l'étymologie d'un terme - la « démocratie » - que l'on associe, dans la culture historique des peuples euro-américains, à celui - non moins pénétré d'idéologie et de valeurs - de « liberté ». Dans le contexte de la Russie comme celui de la Chine, chacune ayant bien plus d'une expérience partagée⁴, la démocratie connaît une autre acception. Celle conférée par une organisation léniniste et autoritaire, et néanmoins consultative, forçant les membres du Parti unique à établir un consensus dans le choix des décisions prises. Elles sont préalablement soumises au vote. Avec ses 80 millions d'adhérents, le Parti communiste chinois est le plus grand parti politique du monde.

Toute proportion gardée, il n'en reste pas moins le principal vivier d'une élite, jalouse de ses privilèges⁵ et tiraillée par des luttes de faction qui ont entraîné, en 2012, la disgrâce spectaculaire du « petit prince », Bo Xilai, au bénéfice de son adversaire Xi Jinping. La campagne de lutte contre la corruption, mise en œuvre par l'actuel président, quelques mois seulement après son entrée en fonction (2012), n'exclut pas des règlements de compte, des destitutions ou des promotions brusques, sur lesquelles spéculent nombre de pékinologues⁶. Et cette campagne est loin d'être achevée. En l'absence de toute forme de séparation entre les pouvoirs, la corruption est de toute façon inhérente au système politique chinois.

Quoiqu'ayant été élargies dans leurs modalités de recrutement à des milliardaires et des hommes d'affaires, les structures du Parti se confondent avec celles de l'État et se laissent scléroser par de pesantes inerties bureaucratiques⁷. Assisterions-nous à une

⁴ Lucien Bianco, *La récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 2014

⁵ Jean-Luc Domenach, *Les fils de princes. Une génération au pouvoir en Chine*, Paris, Fayard, 2016

⁶ Alex Payette, *Qui dirigera la Chine après 2027 ? Un regard sur les cadres en ascension de la 7^e et 8^e génération*, Asia Focus (IRIS), n°23, mars 2017 : <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/03/Asia-Focus-23-Chine-mars-2017.pdf>

⁷ Jean-Pierre Cabestan, *Le système politique chinois*, Presses de Sciences Po, 2014

lente *brejnevisation* du régime politique chinois?⁸ Il ne tolère en tout cas aucune critique. Ses directives ont valeur de dogme. La traque aux opposants, les contraintes imposées aux universitaires, conjuguées à la rhétorique du régime, sont les symptômes d'un durcissement du contrôle politique et de sa faiblesse. Comme l'ont montré, en effet, de nombreux travaux⁹, le nationalisme devient souvent l'idéologie de prédilection d'une élite menacée dans ses intérêts, qui manipule des symboles d'identité. La tâche semble d'autant plus aisée que, « depuis plus de trente ans, l'héritage communiste se lie à une tradition impériale largement réinventée. Adhérer au mythe politique d'une Chine vieille de 5000 ans, c'est balayer d'un revers de la main l'une des expériences totalitaires et communistes les plus radicales qu'ait jamais connu le XX^e siècle : le maoïsme. La Chine d'aujourd'hui est une créature de cette idéologie. Elle a valeur de rupture »¹⁰.

L'un des aspects les plus déroutants de ce rapport à l'histoire est l'état de schizophrénie que manifestent les jeunes générations concernant la Révolution culturelle¹¹ (1966-1976) ou le Grand bond en avant (1958-1962), avec ses 40 millions de morts¹². Désinformation et indifférence expliquent que dans l'esprit de beaucoup, ces événements pourraient tout simplement ne jamais avoir existé¹³. Est-ce l'obsession de l'élite chinoise pour l'idée de décadence qui la pousse à aller de l'avant, sans se retourner vers ce passé à la fois douloureux et honni ? L'échec catastrophique de la *perestroïka*, ou plus récemment, celui des printemps arabes, la conforte dans la nécessité de maintenir un État, une police et des armées forts. Dans ce contexte, les thèses nationalistes que défendent depuis plusieurs années un certain nombre d'idéologues (Wang Xiaodong, Zhang Wenwu...) trouvent un écho favorable auprès d'une population qui, dans un climat passionné, a plus d'une fois manifesté son ressentiment à l'encontre de l'Occident et de son allié, le Japon. Mentionnons, comme exemples, la destruction de l'ambassade de Chine à Belgrade (1999), l'incident de la flamme olympique à Paris (2008) ou les manifestations antijaponaises de Pékin dans le contentieux insulaire des Diaoyu qui oppose la Chine au gouvernement de Tokyo.

Le nationalisme chinois tiendrait-il lieu de religion ? Il est une réponse inquiète aux bouleversements d'une société qui, seize ans seulement après son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), n'est déjà plus l'« atelier du monde ».

⁸Jérôme Doyon et François Godement, *Discipline and punish : Party power under Xi*, ECFR, mars 2017 : http://www.ecfr.eu/publications/summary/china_analysis_discipline_and_punish_party_power_under_xi_7205

⁹ Paul Brass, *Elite Group, Symbol Manipulation and Ethnic Identity among the Muslims of South Asia*, in David Taylor et Malcom Yapp (dir^o), *Political Identity in South Asia*, Londres, Curzon Press, 1979

¹⁰Emmanuel Lincot, *La Chine en défi (avec Barthélémy Courmont). Préface de Richard Baum*, Paris, Erick Bonnier, 2012

¹¹ Michel Bonnin, *Génération perdue. Le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine, 1968-1980*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2004

¹² Yang Jisheng, *Stèles. La Grande famine en Chine, 1958-1961*, Seuil, 2012

¹³ Philip Short, *Mao une histoire chinoise*, Documentaire. Réalisateur : Adrien Maben - Producteurs : ARTE France, 2005

Cette opinion vindicative n'hésite plus à se mobiliser et à tancer son gouvernement pour que ce dernier adopte une attitude moins frileuse dans ses choix de politique extérieure et intérieure. Après l'apparition de la société de consommation, on assiste désormais à de « nouveaux styles de vie » - pour parler le langage d'un Max Weber - où la fierté d'être chinois n'est pas étrangère, tant dans ses postures que ses idées¹⁴, à ce qu'un Eric Hobsbawm appelait une forme de « tradition réinventée »¹⁵.

Qu'est-ce à dire sur le plan politique ? Si la société chinoise aspire avant tout à l'ordre, elle est de plus en plus sensible au thème de la justice sociale et à celle, non moins complexe, du « peuple ». Précurseur de cette évolution, un manifeste appelé le « Consensus d'Oxford », signé par des intellectuels chinois il y a quatre ans, donne une importance cruciale à cette notion qui, dans ses acceptions, est très largement partagée par le pouvoir¹⁶. Y revenir permet de mieux comprendre la pensée politique d'un système. Celui de la Chine populaire actuelle, dans sa globalité comme dans ses contradictions.

LE « PEUPLE » ET SON RETOUR

En septembre 2013 s'est tenue à l'université d'Oxford une rencontre rassemblant vingt-huit universitaires chinois, avec pour objectif de réfléchir sur le présent et l'avenir de la Chine et de débattre sur les différentes orientations à suivre. Évènement important et dont l'impact dans les milieux intellectuels, mais aussi dans la société civile, en Chine est majeur. Cette rencontre aborde de fronts les défis auxquels le pays est confronté et rassemble les différents courants de pensée qui se penchent sur la Chine de demain. Dans le premier point du « Consensus d'Oxford », le mot « peuple » est mentionné quatre fois. Les auteurs de ce manifeste semblent animés par le « *minben sixiang* », la pensée qui conçoit le peuple comme fondement de l'ordre politique. Sous la dynastie Qing, alors déclinante, elle a nourri nombre de réflexions selon lesquelles le peuple devait être choyé, non opprimé, car c'est lui qui constitue les fondements du pouvoir¹⁷. Mencius était un référent important dans ce contexte. Les principes affirmés par les auteurs de ce document entrent en résonance avec celle du Sage. Dans une phrase célèbre – « C'est le peuple qui a le plus de valeur ; viennent ensuite les autels des dieux du Sol ; le prince est ce qui a le moins d'importance »¹⁸ -, Mencius insiste sur la primauté du bien-être du peuple, la souveraineté ne devant être qu'une manifestation des vertus nécessaires pour assurer la stabilité et la prospérité du corps social. C'est le critère du *minben* qui a

¹⁴ Edgar Dasor, *Les jeunes chinois. Une génération*, Paris, HD, 2016

¹⁵ Eric Hobsbawm et Terence Ranger (dir°), *L'Invention de la tradition*, Paris Éditions Amsterdam, 2006

¹⁶ Barthélémy Courmont et Emmanuel Lincot, *Un « consensus d'Oxford » sur le présent et l'avenir de la Chine*, 6 mars 2014: URL : <http://www.diploweb.com/Chine-consensus-d-Oxford-sur-le.html>

¹⁷ « *The concept of people's rights (minquan) in the Late Qing* » in Wm. Theodore de Bary et Tu Weiming (éd.), *Confucianism and Human Rights*, New York, Columbia University Press, 1998, pp. 193-208

¹⁸ *Mengzi VII B 14*

prévalu chez tous les critiques du pouvoir autocratique, depuis Mencius jusqu'à Huang Zongxi (1610-1695) et Tang Zhen (1630-1704) à l'ère prémoderne.

En cela, le « Consensus d'Oxford » n'est pas sans rappeler *Le Manifeste de 1958* émanant des tenants du confucianisme regroupés à Hong Kong où ils fondèrent le *New Asia College*. Signé par des intellectuels les plus en vue, en dehors de la Chine communiste (Mou Zongsan, Xu Fuguan, Tang Junyi et Zhang Junmai), dans *La Tribune démocratique*, ce manifeste réhabilitait le confucianisme dans son rapport au pouvoir¹⁹. Contre l'opinion la plus répandue, Xu Fuguan en particulier, montrait que, loin d'être une idéologie légitimatrice du pouvoir despotique, le confucianisme jouissait au départ de la faveur du peuple parce qu'il plaçait celui-ci au premier rang de ses préoccupations (*minben*) et pratiquait un gouvernement par la vertu (*dezhi*). Mais de quel peuple nous parle-t-on ici ? Le « peuple » est-il aujourd'hui un terme neutre, comme tant d'autres vocables du lexique politique ? Ou doit-il susciter de la méfiance en ce qu'il est suivi, dans l'alinéa 4 du « Consensus d'Oxford » d'un adjectif à la fois identitaire et national ? Les auteurs de ce document semblent renoncer à l'héritage marxisant d'un peuple considéré comme universel, celui du prolétariat, mais la notion d'« humanité » est présente et replace d'emblée l'enjeu du débat dans un contexte moins idéologiquement défini²⁰.

LE LEGS NÉO-CONFUCÉEN

Dans les faits, les signataires du manifeste du « Consensus d'Oxford » adhèrent largement à une phraséologie empruntée au legs néo-confucéen du pouvoir. Au-delà de ce constat, ces intellectuels - et quelles qu'en soient les obédiences - partagent également un fonds de culture hérité des schémas de l'Occident. Beaucoup, tel le libéral Qin Hui, optent pour un langage humaniste et civique. Ils s'inscrivent dans une continuité intellectuelle initiée par Machiavel qui récuse la réduction de la politique au droit et prend en compte l'importance des mœurs dans la préservation de la liberté²¹. C'est une synthèse libérale qui tente d'instaurer dans le temps un universel de valeur. D'autres, s'inspirant de Carl Schmitt²² - et notamment les tenants de la nouvelle Gauche - considèrent l'État total comme une entité souveraine qui garantit l'unité et la paix entre

¹⁹ Il existe du Manifeste une version en anglais reproduite dans l'ouvrage de Carsun Chang (nom sous lequel Zhang Junmai est connu dans les milieux anglophones), *The Development of Neo-Confucian Thought*, Vol. 2, New York, Bookman, 1957, rééd. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1977, pp. 471-472

²⁰ Lire le développement d'Alain Badiou autour de l'assertion, cruciale dans le contexte qui est le nôtre, de Karl Marx - « *Les prolétaires n'ont pas de patrie* » dans : *Vingt-quatre notes sur les usages du mot « peuple »* dans : *Qu'est-ce qu'un peuple ?* (dir° Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière), Paris, La Fabrique éditions, 2013, p. 11

²¹ J. G. A. Pocock, *Le Moment machiavélien*, Paris, Puf, 1997

²² Jan-Werner Müller, *Carl Schmitt. Un esprit dangereux*, Paris, Armand Colin, 2007 ; Sandrine Baume, *Carl Schmitt, penseur de l'Etat. Genèse d'une doctrine*, Paris, Les Presses Sciences Po, 2008

les nations, dans un rapport irréductible et schématique de l’ami / ennemi. Entre ces deux courants, Zhao Tingyang²³, promoteur d’un confucianisme politique, réhabilite une notion empruntée à la pensée antique chinoise, le « Monde » ou *Tianxia*. Ce concept cosmopolite envisage une mondialisation transcendant les clivages afin de construire un espace politique universel. Ce dernier se construisant grâce aux médiations créées par les « Routes de la soie », dont la réalisation tient lieu de véritable mantra pour le président Xi Jinping²⁴. Les critiques du concept de *Tianxia* ne sont pas moins nombreuses. Pour certains, il ne serait qu’un puissant levier du nationalisme chinois. Il exclut *de facto* la reconnaissance d’une responsabilité citoyenne décentralisée et la participation dynamique des minorités ethniques à un débat national qui engage pourtant leur avenir. Un texte, quelle qu’en soit la nature, révèle autant que ce qu’il ne dit pas. Le concept de *Tianxia* tel que le défend Zhao Tingyang n’est à aucun moment explicitement mentionné par les auteurs du « Consensus d’Oxford ». Ils ne s’y réfèrent pas moins implicitement en ce que la relation schmittienne et absolue de l’ami / ennemi est remplacée par la notion chinoise et relative de proximité et d’éloignement : la Chine et le monde. Il est par ailleurs question de « paix universelle ». Notion vague qui évoque autant une référence à Emmanuel Kant qu’aux grands penseurs chinois de la période moderne et que furent successivement Kang Youwei, Liang Qichao et Zhang Pengchun²⁵.

L’un des aspects sinon les plus radicaux tout au moins des plus originaux de ce document est le rappel d’un équilibre dans les relations entre groupe et individu. Tout en affirmant la nécessité d’une diversité harmonieuse de ces relations, les signataires, dans la continuité d’un Liang Qichao, ne semblent pas moins attachés au fait que la politique, tout en se fondant sur l’exigence éthique, prenne le relais de l’éthos ; sorte de révolution morale qui doit avoir pour effet de transférer l’autonomie morale des individus à la liberté de la nation. On ne peut qu’être frappé par l’absence d’analyse des signataires du « Consensus d’Oxford » concernant le fonctionnement des institutions chinoises. Ils semblent tout simplement ne pas accorder la moindre importance à ce sujet. En apparence seulement car cette diversité des opinions, des croyances religieuses et des « styles artistiques » (sic) qu’ils appellent de leur vœu, pose implicitement la question de la représentation. Or, la représentation comme le peuple est aussi hétérogène que multiple et complexe. Le peuple « introuvable », pour reprendre une

²³ Zhao Tingyang, *Tianxia tixi : shijie zhidu zhexue daolun (Système Tianxia : introduction de la philosophie de l’institution mondiale)*, Nanjing, Jiangsu jiaoyu chubanche, 2005

²⁴ Emmanuel Lincot, - « Enjeux et perspectives des nouvelles Routes de la soie », *Monde Chinois Nouvelle Asie*, n° 44, décembre-janvier 2016, pp. 17-27.

²⁵ Lire à ce sujet de Pierre-Etienne Will, *La contribution chinoise à la Déclaration universelle des droits de l’homme* dans : *La Chine et la démocratie* (dir° Mireille Delmas-Marty et Pierre-Etienne Will), Paris, Fayard, 2007, pp. 297-366

expression chère à Pierre Rosanvallon²⁶, est à trouver aussi bien dans la crise de sa « figuration » que celle de son mandat.

Autrement dit, le peuple devrait être rendu représentable en jouissant, comme le rappelle l’alinéa 2, d’« un respect spirituel » ; respect que l’on peut librement interpréter comme la possible figuration de ce qui se trouve être réprimé dans sa représentation traditionnelle. Ce qui est réprimé dans une telle représentation concerne non seulement le statut d’invisibilité sociale - ce que Hannah Arendt, par exemple, a voulu étudier dans *La Tradition cachée*, à travers la figure du paria²⁷, qui n’est pas sans entrer en résonance avec, en Chine, le problème des *mingong* ou celui, encore récent, des révoltés de Wukan²⁸ -, mais encore ce que Hegel avait nommé la « façon inorganique dont un peuple fait savoir ce qu’il veut et ce qu’il pense » en exprimant des affects par gestes du corps et par motions de l’âme interposées²⁹. Ces gestes du corps, dans le contexte de la Chine, sont ceux, affectifs et affectés, des opprimés. D’un point de vue théorique, si l’heure n’est plus à la remise en cause des « grands récits » en appelant aux « lois de l’histoire », dans un climat encore influencé par les diverses moutures de la pensée post-moderne³⁰, elle n’en a pas moins changé dans l’élaboration, au niveau du discours, de ce qu’il conviendrait d’appeler un *rendu sensible*, qui traverse aujourd’hui l’ensemble du champ politique en Chine. En effet, chaque terme dans le « Consensus d’Oxford » semble avoir été choisi dans le sens d’une *considération* partagée, d’un respect mutuel qui aurait pris le temps de s’instaurer.

LE RECOURS À LA TRADITION CONTRE LA LIBERTÉ NÉGATIVE

Au lieu d’être rejetées, les traditions éthiques doivent être cultivées : la « conception de gouvernance du pays ‘s’enracinant dans le peuple’ », c’est-à-dire dans un rapport interactif entre gouvernants et gouvernés, suit un principe qui n’est pas sans rappeler l’une des modalités de l’État, sur la longue durée en Chine, connue sous l’appellation paradigmatique de *jiaohua* (« transformer en éduquant »). Principe confucéen s’il en est pour les auteurs du « Consensus d’Oxford » qui affirment, d’une manière récurrente, leur attachement au caractère médian d’une commune position, tant pour la politique (un « juste milieu » s’attachant à clore la révolution en instituant un État non démocratique)

²⁶ Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998

²⁷ Hannah Arendt, *La Tradition cachée. Le Juif comme paria (1944-1948)*, Paris, Christian Bourgois, 1987

²⁸ Wukan : *gestion d’une crise et laboratoire sociopolitique* dans : Courmont Barthélémy et Emmanuel Lincot, *La Chine en défi*, Paris, Erick Bonnier éditeur, 2012, pp. 71-91

²⁹ Lire le développement de Georges Didi-Huberman, *Rendre sensible* dans : *Qu’est-ce qu’un peuple ?* (dir° Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière), Paris, La Fabrique éditions, 2013, p. 90

³⁰ Chen Yan, *L’éveil de la Chine*, La Tour d’Aigues, L’Aube, 2002

que sur le front culturel. Ce remède conservateur du « juste milieu » (au sens classique : *zhongyong*) est ainsi prôné contre toute radicalisation politique et culturelle que la Chine a connu dans un passé encore récent. Ainsi, les signataires du « Consensus d'Oxford » s'inscrivent dans la continuité non pas de la tradition en tant que telle, mais du syncrétisme culturel qui était l'horizon de la culture nationale née avec la mise en place de l'État-nation, sous la première République, il y a plus d'un siècle. Cette perspective revient à inscrire la tradition elle-même dans l'histoire, sans effacer sa valeur ni son rôle spécifique, mais en pensant la possibilité de l'évolution moderne en continuité avec une évolution du passé. Cet axe redécouvert s'inscrit dans le droit fil d'une histoire du politique qui est, sous nos yeux, en train d'être repensée en dehors du paradigme révolutionnaire. Aussi, assistons-nous à l'exhumation, pour parler le langage d'un Li Zehou, d'une dimension « non révolutionnaire » de l'histoire chinoise³¹. Corollaire de cette observation : avec elle se trouve de nouveau pensable un rapport libre et partagé entre la politique et la religion, sur un terrain où la première brigait le seul monopole de la loi morale. Sous couvert d'une défense de la laïcité, l'amoralisme sans frein que tant de voix dénoncent a été « de toute évidence la rançon d'une telle transformation »³².

L'alinéa 4 du « Consensus d'Oxford » met implicitement le doigt sur la célèbre distinction entre libertés formelles et libertés réelles. Dans une société inégalitaire, la bataille pour les seules libertés formelles consolide la formation et le pouvoir d'une élite ; mais l'égalité sous la tyrannie n'est que nivellement forcé et asphyxie. C'est bien dans ce contexte que s'inscrivent par ailleurs les réflexions d'un Wang Hui³³. Ce dernier souligne l'urgence de « donner la parole à ceux qui sont sans voix » et a montré les pièges dans lesquels nous risquons de tomber à ne défendre que la seule liberté négative : par exemple, la dénonciation de l'emprise excessive de l'État peut aussi faire le jeu des grands intérêts privés ; de même, à stigmatiser les mouvements sociaux au prétexte qu'ils seraient animés par des utopies aux relents totalitaires, on s'expose aussi à réduire les exclus au silence. « La diversité des opinions dans l'espace public – où l'on s'accorde à reconnaître un critère de la démocratie – suppose l'existence de groupes sociaux politisés et mobilisés, faute desquels l'harmonie deviendrait uniformité et conformisme. Bref, nous dit Wang Hui, pas de liberté sans justice »³⁴. Changement d'époque : tandis

³¹ Li Zehou « *Lun shiyong lixing yu legan wenhua (Sur la raison pratique et la culture de l'optimisme)* » dans : *Shiyong lixing yu legan wenhua* Pékin : Sanlian shudian, 2005

³² Emmanuel Terray, *La démocratie et ses limites* dans : *Regards sur la politique en Chine aujourd'hui*, (dir° Sébastien Billioud et Joël Thoraval), Paris, Presse Universitaires de Vincennes, Extrême-Orient-Extrême-Occident, n° 31, p. 182. Lire en complément le numéro spécial de *Monde chinois Nouvelle Asie* (dir° Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont) : *A propos de la sortie de la religion en Chine...*, n° 35, 2013

³³ « 'Politique de dépolitisation' et 'caractère public' des médias de masse » dans : *Regards sur la politique en Chine aujourd'hui*, (dir° Sébastien Billioud et Joël Thoraval), Paris, Presse Universitaires de Vincennes, Extrême-Orient-Extrême-Occident, n° 31, pp. 155-179

³⁴ Emmanuel Terray, *La démocratie et ses limites* dans : *Regards sur la politique en Chine aujourd'hui*, (dir° Sébastien Billioud et Joël Thoraval), Paris, Presse Universitaires de Vincennes, Extrême-Orient-Extrême-Occident, n° 31, p. 183

que les contemporains de Wei Jingsheng et des partisans du Mur de la démocratie en 1978 associaient le plus souvent la notion de la démocratie (*minzhu*) à celle de la légalité (*fazhi*), les signataires du « Consensus d'Oxford », très significativement, éludent la première au profit de la seconde.

Il y a près de quarante ans, au sortir de la Révolution culturelle, les intellectuels aspiraient à une vie politique plus rationnelle et mise au service de leurs intérêts concrets. Une « liberté moderne » au sens de Benjamin Constant ou la « liberté négative » dont parlait Isaiah Berlin³⁵. En ce sens, le « Consensus d'Oxford » opérerait un tournant. Celui d'une révolution conservatrice. Elle est aussi le projet du président Xi Jinping. ■

³⁵Isaiah Berlin, *Four Essays on Liberty*, Oxford, Oxford University Press, 1969

ASIA FOCUS #34

LE POUVOIR CHINOIS FACE À DE NOUVEAUX DÉFIS

PAR EMMANUEL LINCOT / Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue

JUIN 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org